

Projet de budget 2011: entre régression et trompe-l'oeil

Les budgets des différents ministères où intervient l'UNSA Éducation sont marqués par la régression ou par des tours de passe-passe. La Révision générale des politiques publiques (avec le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux) dans l'Éducation nationale, l'enseignement agricole ou la partie sports du ministère de la Santé participe au démantèlement et au retrait de l'État. Dans l'enseignement supérieur, la réalité des chiffres sur le terrain risque de démentir l'optimisme ministériel, compte tenu du poids que représente l'immobilier ou les équipements.

Dans l'Éducation nationale, la suppression de 16 000 emplois va accentuer les difficultés rencontrées par les écoles, établissements et les services en termes de dégradation des conditions de travail, de tensions dans les remplacements, de "climat" des établissements scolaires. Dans de nombreux services, les pressions à l'encontre des personnels créent des stress nouveaux et parfois une réelle "souffrance" au travail. Dans ce contexte, les exorbitantes exigences de l'enseignement privé apparaissent comme autant de provocations supplémentaires.

Au ministère de l'Agriculture, l'enseignement agricole subit, à son échelle une rigueur sans précédent avec la disparition de 282 emplois de professeurs certifiés. Le surcroît de difficultés dans les établissements, le déficit de perspectives pour les personnels de la formation initiale et continue ne peuvent plus être dissimulés par l'administration.

L'ex-ministère de la Jeunesse et des Sports, après la disparition de la partie Jeunesse (il n'y a désormais plus de politique publique "Jeunesse" au moment où celle-ci aurait besoin de soutien), subit une nouvelle dégradation. La baisse des crédits d'intervention (moins 5%), comme dans les autres ministères, se traduit par des programmes abandonnés, un délitement des partenariats État-collectivités-associations. Le désengagement de l'État dans l'accès aux activités physiques et sportives est manifeste.

Pour le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche, la satisfaction sur un budget relativement épargné ne peut masquer la persistance des échecs en première année, le sous-équipement ou les difficultés comme celles concernant les bibliothèques universitaires. La somme destinée au fonctionnement des universités sera de l'ordre de 40 millions d'euros ce qui maintiendra les universités sous tension : la fédération UNSA Éducation a souscrit aux objectifs du plan "réussite en licence", elle attend des analyses précises et détaillées alors que, vraisemblablement, les besoins pour l'encadrement nécessaire des étudiants sont encore insuffisamment couverts. Autre point négatif pour les personnels : les sommes attribuées au chantier "carrières" restent inférieures aux promesses, voire aux engagements formels pris par la ministre depuis plusieurs années.

Le choix du gouvernement est celui du désengagement de l'État. Le risque est grand de voir s'accumuler les tensions, de voir s'effriter la confiance des citoyens à l'encontre de services déstabilisés par une politique aveugle et autoritaire. La pression de la RGPP entraîne des dégâts importants chez les agents car elle les met constamment sous la pression de la "performance" de "managers" oublieux des missions de service public.

Le gouvernement n'a plus d'ambition pour le service public. Il le transforme, mais sans aucun cap pour l'avenir.

Communiqué de l'UNSA Education du 4 octobre 2010.